



# LE DEVOIR



WILL OLIVER AGENCE FRANCE-PRESSE  
Une passante sous la pluie à Londres, où les Jeux olympiques s'ouvriront vendredi

**POINT CHAUD**

## Les Jeux de Londres: loin de la démesure de Pékin

KARL RETTINO-PARAZELLI

Après la démesure des Jeux olympiques de Pékin, il y a quatre ans, tout porte à croire que Londres accueillera à partir de vendredi des jeux à échelle « humaine », constate le chercheur du Groupe de recherche sur les espaces festifs (GREF) de l'UQAM, Romain Roult.



Romain Roult

Il y a d'abord les chiffres. Près de 40 milliards de dollars ont été investis lors des Jeux de Pékin, soit environ quatre fois la somme déboursée par Londres pour organiser ses Jeux. Mais au-delà des calculs comptables, les Jeux de la XXX<sup>e</sup> olympiade qui auront lieu du 27 juillet au 12 août prochain seront avant tout le fruit d'une vision diamétralement opposée à celle adoptée par les Chinois.

« Pour beaucoup d'analystes, les jeux de Pékin en 2008, c'était du jamais vu. C'était 20 milliards de dollars injectés seulement pour la construction des installations olympiques et un autre 20 milliards injectés pour des parcs, des espaces résidentiels, des corridors routiers, etc. [...] Londres n'est pas tombée dans la même spirale: le comité organisateur est revenu à une logique beaucoup plus humaine en s'assurant que les infrastructures servent à la communauté,

VOIR PAGE A 8: JEUX

**Lire aussi** L'euphorie gagne le Royaume-Uni à l'approche des Jeux. Page B 4

### AUJOURD'HUI



**Syrie** La « bataille de la libération » de Damas et d'Alep fait rage. Au moins 94 personnes ont été tuées hier, dont 70 civils. La situation aux frontières inquiète les pays voisins. Page B 1

**Politique** La CAQ limoge un candidat qui a accusé les souverainistes de racisme. Page A 3

**Golf** Le Sud-Africain Ernie Els remporte l'Open britannique pour la deuxième fois. Page B 4



Avis légaux ..... B x  
Décès..... B x  
Météo..... B x  
Mots croisés..... B x  
Petites annonces..... B x  
Sudoku ..... B x



Les participants étaient nombreux, hier, à Montréal, à l'occasion de la 160<sup>e</sup> journée de contestation sociale et de la 5<sup>e</sup> manifestation nationale du 22 du mois.

## Pas de vacances pour les carrés rouges

### Des milliers de marcheurs défilent contre le néolibéralisme

VALÉRIAN MAZATAUD

« Moins fort, mais plus large ». En réunissant des milliers de personnes au centre-ville de Montréal en plein cœur des vacances de la construction, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) espère planter les germes d'une contestation durable à la veille de possibles élections provinciales.

Pour cette 160<sup>e</sup> journée de contestation sociale, les marcheurs se sont retrouvés hier en début d'après-midi, place Émilie-Gamelin. Bien que la manifestation nocturne de la veille ait à peine réuni plus de trente personnes, cette cinquième manifestation nationale du 22 du mois a réuni de 15000 personnes, selon l'AFP, à 80000 personnes, selon la CLASSE, dans les rues de Montréal. La coalition étudiante avait invité les participants à se réunir via sa page Facebook avec pour objectif de « mettre les néolibéraux dehors ».

Au cœur des vacances, et par une belle jour-

née d'été, la forte participation à la manifestation d'hier a surpris manifestants et organisateurs eux-mêmes. Pour Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE, cet événement s'inscrit dans la continuité de la publication du manifeste de la coalition, *Nous sommes avenir*, le 12 juillet dernier. « C'est la preuve que

Les trois associations étudiantes estiment avoir un rôle à jouer en matière d'information auprès des jeunes et elles ont entamé des tournées estivales dans ce sens.

nos idées ne sont pas marginales, mais rassembleuses. [...] Il ne faut pas penser que parce qu'il y a moins de gens qu'au printemps, c'est la fin. Ce qui était un fleuve est en train de devenir un delta, moins fort, mais plus large. »

De leur côté, les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Qué-

bec (FECQ) ont souhaité se concentrer sur la contestation de la hausse des droits de scolarité et la loi 78, sans toutefois contredire le mandat élargi de la CLASSE. « Le gouvernement met effectivement en place une politique néolibérale de type utilisateur-payeur, et la hausse des droits de scolarité en est un exemple », a reconnu Yanick Grégoire, vice-président exécutif de la FEUQ.

Les manifestants, de leur côté, semblaient se reconnaître dans cette vision élargie du conflit étudiant. Pour Frédéric Dollard, étudiant au doctorat à l'UQAM, « les manifestations ont servi à prouver qu'on existe, mais il est temps de transformer la contestation en dialogue et d'élargir le débat ». Pierre-Yves Girard, un manifestant traînant un char informatif sur l'exploitation pétrolière à Anticosti, a estimé pour sa part que le débat sur les

VOIR PAGE A 8: CARRÉS ROUGES

### FRANCE

## La « rigueur » à la sauce hollandaise

### Même s'il répugne à prononcer le mot « rigueur », le nouveau président français est-il prêt à agir ?

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

François Hollande a courageusement affronté la pluie en remontant les Champs-Élysées le jour de son investiture. Un peu plus tard, c'est le tonnerre qui frappait sans la moindre casse son avion en direction de Berlin. À Bruxelles, il a marqué des points et arraché de précieux milliards pour la croissance européenne à la chancelière Angela Merkel. Tout cela en réintroduisant l'Espagne et l'Italie dans le jeu européen, dont elles avaient été exclues par la politique de l'ancien président Nicolas Sarkozy, qui consistait à coller au plus près à celle de la chancelière.

Mais, après les éloges unanimes adressés à la stratégie européenne de François Hollande, la véritable épreuve reste à venir. Elle ne se déroulera pas à Bruxelles, mais à Paris. La France s'est engagée à rééquilibrer ses comptes publics et à ramener son déficit à 4,5% en 2012 et à 3% en 2013. Pour respecter ces objectifs budgétaires — ceux-là mêmes que l'ancien prési-



Pierre Andrieu Agence France-Presse  
François Hollande écoutant une vendeuse dans un marché, à Tulle, samedi. Le président français semble jouir d'une opinion publique plus favorable que jamais à la rigueur budgétaire.

dent Nicolas Sarkozy avait proposés pendant la campagne présidentielle —, c'est 33 milliards qu'il faudra trouver dans le budget de l'année 2013, plus 7 milliards dès 2012. Or, l'Union européenne sera de peu d'utilité pour atteindre cet objectif. En effet, l'ensemble des fonds mobilisés par l'Europe pour relancer la croissance représente 120 milliards d'euros, soit 1% à

peine du PIB européen. Pas de quoi modifier radicalement la donne de la croissance en Europe et renflouer miraculeusement les caisses

VOIR PAGE A 8: FRANCE

**Lire aussi** Vel d'Hiv: après Chirac, Hollande reconnaît un crime de la France. Page B 2

## ACTUALITÉS

#À\_SUIVRE: VÉRONIQUE MATTEAU

## Une timide qui se soigne sur Twitter

Influents, mais discrets. Le réseau de microclavardage Twitter a fait naître au Québec des centaines de nouveaux leaders d'opinion dont les commentaires et avis sont désormais suivis, relayés, débattus, critiqués, en 140 caractères, par leurs centaines, voire leurs milliers d'abonnés. Divertissantes, justes et informatives, sources de polémique, ces têtes pensantes prennent de plus en plus part au débat public en installant leur influence dans ces nouveaux lieux de pouvoir. Mais qui sont-elles vraiment? Avec sa série #À\_suivre publiée chaque semaine, *Le Devoir* vous propose de partir cet été à la rencontre de dix de ces influenceurs.

FABIEN DEGLISE

Dans les univers numériques, les apparences sont souvent trompeuses et Véronique Matteau, abonnée du réseau de microclavardage Twitter depuis bientôt trois ans, en fait chaque jour l'étonnante démonstration.

Active — elle rédige en moyenne 12 messages par jour —, en prise directe sur la modernité, sur les événements culturels du moment, les débats sociaux chauds, en conversation parfois avec la jeunesse branchée, celle qui ne s'expose en ligne que derrière l'abréviation de son prénom, Véro, en



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Timide viscérale, Véronique Matteau a trouvé un espace incroyable pour parler avec un vaste auditoire tout en surmontant sa timidité, mais aussi, avoue-t-elle, pour partager des informations avec des gens qui ont les mêmes intérêts qu'elle.

usurpant l'identité visuelle d'une jeunesse surannée — en ce moment, c'est celle d'Arletty dans *Les enfants du paradis* —, a, à la regarder tweeter, tous les attributs de la génération Y, frénétique, passionnée, engagée et surtout accro à cet outil de communication à l'adoption épidémique. Mais, bien sûr, tout ça n'est qu'illusion.

Timide viscérale, étonnée que l'on s'intéresse à elle en dehors de son compte Twitter, à près de 50 ans, Véronique est surtout une mère de quatre enfants nouvellement ur-

baine, elle qui a passé le plus clair de sa vie en région. Elle a débarqué sur ce réseau en 2010 après en avoir entendu parler à la radio. Par simple curiosité. Et finalement, elle y a trouvé un espace incroyable pour parler avec un vaste auditoire tout en surmontant sa timidité, mais aussi, avoue-t-elle, pour partager des informations avec des gens qui ont les mêmes intérêts qu'elle. Chose qu'elle croyait pourtant, avant son arrivée sur ce réseau, socialement impossible. «J'ai toujours été dans la

marge et j'ai toujours travaillé dans des milieux qui ne l'étaient pas, explique cette infirmière rencontrée il y a quelques jours dans un resto du Plateau nord, non loin de La Petite-Patrie, à Montréal, où elle a élu domicile il y a à peine un an. *Mes opinions, mes intérêts pour l'art et la culture ont toujours passé dans le beurre, et au travail, pendant les pauses, je finissais toujours par me retrouver toute seule dans mon coin. Sur Twitter, je suis étonnée. Pour la première fois, en étant simplement moi-*

même, je suscite de l'intérêt, des interactions, et j'aime ça.»

À ce jour, plus de 1500 personnes se sont accrochées à son compte qu'elle agrémentée chaque jour d'une di-

zaine de messages, tant pour faire circuler de l'information que dans le but de faire des découvertes auprès de ses abonnés, résume celle qui vient de retourner aux études, en sociologie, «comme auditrice libre pour le moment». «Je ne me suis pas donné de mission particulière sur Twitter, mais il est vrai que j'y milite, dit-elle. Depuis toujours, je me bats pour défendre la justice sociale. Ce réseau me permet de prolonger ce combat ailleurs, sans chercher à influencer, sans être partisane non plus.» Et elle ajoute: «D'ailleurs, en ce moment, je fuis un peu ceux qui le sont trop.»

Le projet est simple. À l'image de cette femme, «rebelle depuis l'âge de 8 ans», dit-elle, dont la gêne et la petite voix tranchent radicalement avec la volubilité de son compte Twitter. «J'ai conscience d'être dans un espace public où l'écrit facilite l'interaction sociale. C'est agréable et valorisant. Sans cet outil, c'est sûr, je ne pourrais pas avoir ce genre de contact.» Des contacts qui rendent cette Véronique atypique un peu moins sauvage, virtuellement, et pertinente, autrement.

Le Devoir

## Véronique Matteau sur Twitter

Adresse: @VeroMato

Elle se décrit comme: «Hédoniste tendance nihiliste, mésadaptée socio-affective à la recherche d'ataraxie. Musique, littérature, cinéma et justice sociale»

Nombre d'abonnés: 1670

Nombre d'abonnements: 259

## L'ADN, pièce manquante pour retrouver les personnes disparues

ADAM MILLER à Toronto

Une banque de données nationale servant à identifier des personnes disparues et des restes non identifiés ne sera pas fonctionnelle avant plus d'un an, mais des familles et des experts affirment que l'ADN est la pièce manquante du puzzle dont le programme a besoin.

Selon Judy Peterson, dont la fille Lindsey a été portée disparue en 1993, une banque de données génétiques est nécessaire pour faciliter les recherches.

«Je crois que la banque de données d'ADN est la pièce manquante, a-t-elle dit. Je crois que cela va arriver, je ne comprends simplement pas pourquoi cela prend tant de temps.»

Elle a lancé en 2003 une pétition devant mener à la loi de Lindsey, dans laquelle elle demande l'ajout d'échantillons génétiques des personnes disparues et des restes non identifiés à la Banque nationale de données génétiques créée en 2000 pour aider les enquêtes policières.

Melanie Alix, dont le fils Dylan Koshman a disparu à Edmonton en octobre 2008, demande elle aussi un ajout semblable à la banque de données gouvernementale. «Je donnerais ma vie pour trouver mon garçon», a-t-elle déclaré.

Mme Alix et son conjoint ont donné des échantillons d'ADN à la police d'Edmonton après la disparition de leur enfant, mais ceux-ci n'étaient pas accessibles aux services de police des autres provinces parce qu'il n'existe pas de banque de données sur l'ADN pour les

personnes disparues et les corps non identifiés.

Un nouveau répertoire, appelé Centre national des personnes disparues et des restes non identifiés, devrait compiler des informations descriptives sur ces dossiers et permettre leur comparaison partout au pays pour la première fois lors de son lancement à la fin 2013, mais il ne contiendra pas d'échantillons d'ADN.

Le gouvernement fédéral s'est montré peu ouvert à l'idée de modifier la Banque nationale de données génétiques pour y inclure les milliers de personnes disparues et les centaines de corps inconnus de l'ensemble du pays. Ottawa cite des problèmes de respect de la vie privée et les coûts élevés.

Ray Boughen, le député conservateur de Palliser, en Saskatchewan, a déclaré que les coûts pourraient être réduits si l'ADN concernant ces affaires était volontairement incorporé dans la banque de données existante pour les criminels reconnus et les scènes de crime.

«C'est un procédé volontaire, personne ne va saisir qui que ce soit par la gorge et dire: "Nous prenons votre ADN"», a-t-il dit.

Vic Toews, le ministre de la Sécurité publique, a répondu à la première version de la pétition de Mme Peterson et a affirmé que le gouvernement «avait accepté la recommandation en principe», mais il a ajouté que le tout continuait de poser «plusieurs problèmes juridiques liés à la protection de la vie privée, financiers et d'ordre pratique».

La Presse canadienne

## 20 000 personnes sont réunies à Washington pour chercher à endiguer l'épidémie de sida

LAURAN NEERGAARD à Washington

«Renverser, ensemble, le cours de l'épidémie»: l'objectif va mobiliser cette semaine plus de 20 000 chercheurs, militants d'ONG et responsables politiques, réunis à Washington pour la XIX<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida. Mais certains scientifiques veulent aujourd'hui aller encore plus loin et relancer la quête d'un remède pour guérir la maladie, longtemps jugée inaccessible.

Pour l'heure, les participants de la conférence, qui s'ouvrait hier soir pour six jours, vont se concentrer sur les moyens d'endiguer définitivement la pandémie en utilisant certains des puissants moyens existants.

Premier défi à relever: faire en sorte que les 34 millions de personnes infectées par le VIH, le virus de l'immunodéficience humaine, aient davantage accès aux traitements qui permettent aujourd'hui de sauver des vies en limitant la progression de la maladie, mais aussi de réduire les risques de transmission.

Or aujourd'hui, seuls huit des 15 millions de patients ayant besoin de ces antirétroviraux dans les régions pauvres du monde ravagées par le sida reçoivent ces médicaments coûteux qui permettent de vivre avec la maladie.

Pour autant, si bons soient-ils, ces traitements lourds, qui doivent être pris à vie, ne sauraient constituer l'objectif ultime, souligne Françoise Barré-Sinoussi, fraîchement élue présidente de la Société internationale du sida (International AIDS Society, IAS), qui organise la conférence.

Pour cette chercheuse française de l'Institut Pasteur, prix Nobel de médecine 2008 avec son compatriote Luc Montagnier pour avoir découvert le virus du sida, les avancées de la science montrent désormais qu'un traitement pour guérir la maladie «pourrait être une possibilité réaliste».

À l'approche de la conférence de Washington, Mme Barré-Sinoussi et plusieurs autres spécialistes mondiaux du sida ont ainsi présenté jeudi une feuille de route pour atteindre cet objectif, jugé utopique pendant des années.



NICHOLAS KAMM AGENCE FRANCE-PRESSE

Des gens ont marché dans les rues de Washington, hier, à l'ouverture de la conférence internationale sur le sida.

Cette nouvelle stratégie veut permettre aux équipes internationales de chercheurs d'explorer un certain nombre de pistes susceptibles de déboucher sur une découverte majeure.

Les experts n'ont pas voulu pour l'heure estimer le coût de ces recherches. Mais déjà, aux États-Unis, les National Institutes of Health (NIH) ont accru les dépenses pour des recherches, avec environ 56 millions de dollars octroyés l'an dernier à ces travaux, selon un article paru cette semaine dans la revue scientifique *Nature*.

## Première étape

«Aujourd'hui, c'est la première étape», a expliqué Françoise Barré-Sinoussi. «Personne ne pense que cela va être facile», a renchéri le Dr Steven Deeks, de l'Université de Californie à San Francisco, qui a coprésidé avec la Française le développement de cette stratégie. «Certains pensent que ce n'est pas possible», a-t-il reconnu.

Les médicaments antirétroviraux peuvent aujourd'hui diminuer la charge virale jusqu'à des niveaux indétectables, mais ils n'éradiquent pas le virus. Pernicieux, ce dernier peut rester caché sous forme latente dans certaines cellules, sorte de réservoirs, et reprendre de la vigueur à l'arrêt du traitement.

Aussi, rien ne dit qu'un remède puisse être trouvé un jour. «Ce virus est étonnant dans sa capacité à pouvoir s'intégrer dans

une variété de recherches sur d'autres moyens d'éradiquer le virus. Actuellement, 12 études préliminaires sur un petit nombre de patients, moins de 200 selon les experts. D'ici un ou deux ans, des résultats préliminaires devraient permettre de déterminer si elles valent ou non la peine d'être poursuivies.

La nouvelle stratégie de recherche fixe toute une série de priorités pour les scientifiques. Parmi elles, déterminer pourquoi certaines personnes sont naturellement résistantes. Outre le groupe qui présente une mutation génétique, une étude menée en France, l'étude «Visconti», porte sur un petit groupe de patients qui contrôlent leur infection. Ils ont entamé des traitements peu après avoir été contaminés et, quelques années plus tard, ont pu arrêter les médicaments sans que le virus progresse à nouveau.

Les scientifiques veulent aussi mettre au point et tester des stratégies pour renforcer la résistance naturelle des personnes infectées. Des études de thérapies géniques sont en cours.

## Autres avenues

Autres pistes: déterminer où se trouvent les réservoirs secrets du virus et concevoir des moyens de s'attaquer à ces réservoirs. Des travaux utilisent des médicaments pour réveiller le virus latent afin que le système immunitaire puisse le repérer et l'attaquer.

Au printemps dernier, des chercheurs de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill, ont rapporté qu'un médicament utilisé normalement pour le lymphome avait permis de rendre le VIH latent rapidement détectable chez six patients. Le Dr Deeks conduit une autre étude similaire avec un vieux médicament utilisé contre l'alcoolisme.

Enfin, les chercheurs aimeraient développer des tests efficaces pour mesurer ses petites doses de VIH latent, un élément crucial pour déterminer l'efficacité de toute tentative pour guérir le malade.

La Presse canadienne

|   |   |
|---|---|
| <b>LOTTO QUÉBEC</b><br><b>Résultats des tirages du : 2012-07-21</b>   |   |
| <b>6/49</b><br>11 21 35<br>37 46 47<br>compl.   | <b>4/49</b><br>10 13 25<br>33 37 47<br>compl. |
| Prochain gros lot (approx.):<br><b>7 000 000 \$</b>   | <b>Extra</b> 1358243                          |
| Loto bonis<br>15 18 30 41<br><b>6/49+</b>   | 02 21 31 39                                   |
| *Les détenteurs d'une sélection Québec 49 jouée avec le Loto 6/49 sur un même billet et comportant les quatre numéros d'une même sélection boni tirée se partagent une cagnotte de 49 000 \$. |   |
| <b>LOTTO MAX</b><br><b>Résultats des tirages du : 2012-07-20</b>  |   |
| 04 07 29 35 39 43 44<br>compl. 46   | <b>Extra</b> 6406327                          |
| Prochain gros lot : <b>20 000 000 \$</b>  |   |
| En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.   |   |

## ACTUALITÉS



JEFF MCINTOSH LA PRESSE CANADIENNE

Les premiers ministres devraient discuter d'une stratégie énergétique pancanadienne dirigée par l'Alberta et sa chef de gouvernement, Alison Redford.

## Un Conseil de la fédération qui s'annonce sous le signe de la frustration

Les provinces, qui discuteront santé et énergie, se disent indisposées par le manque d'écoute d'Ottawa

ALISON AULD  
à Halifax

Les premiers ministres canadiens tenteront de forger un front commun lorsqu'ils se rencontreront cette semaine pour discuter d'une série de dossiers, notamment les soins de santé, l'énergie et l'économie, tout en ripostant à un gouvernement fédéral que certains accusent d'avoir fermé la porte aux discussions.

Le premier ministre néo-écossais, Darrell Dexter, l'hôte de cette réunion du Conseil de la fédération, soutient que ses collègues et lui-même s'attaqueront à tous les défis, de la création d'une position à propos des transferts en matière de santé à l'élaboration d'un plan énergétique pancanadien.

Il a toutefois ajouté que la majorité des discussions entre les leaders provinciaux et territoriaux seront teintées de frustration à propos de leurs rapports de plus en plus distants avec le premier ministre fédéral, qui les a rencontrés pour la dernière fois il y a trois ans.

Lors d'une entrevue avant le début des trois jours de discussions, mercredi, M. Dexter a dé-

claré qu'il existait une bonne dose de consternation au sujet de la question de l'implication entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Cette consternation est liée à une série de décisions fédérales qui, aux yeux des provinces, ont été prises avec peu ou pas de consultation, comme les changements à l'assurance-emploi, le projet de loi omnibus sur la criminalité et les réformes à la Loi sur les pêches.

### Transferts en santé

L'un des premiers sujets qui sera abordé est l'annonce du ministre fédéral des Finances Jim Flaherty, au début de 2011, touchant la hausse des transferts fédéraux pour les soins de santé octroyés dans les provinces. M. Flaherty a confirmé que ce taux demeurera à 6% par année jusqu'en 2017, avant d'être calqué sur la croissance économique et l'inflation, tout en demeurant au-delà de 3%.

Plusieurs provinces, dont le Québec, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et Terre-Neuve, ont déclaré que M. Flaherty leur avait imposé cette entente sans laisser place aux négociations. Le gouvernement fé-

déral a rétorqué que cette nouvelle formule était généreuse.

Plusieurs provinces de l'est du pays possédant une population âgée considérable ont laissé entendre que la modification entraînerait des coûts prohibitifs.

Les premiers ministres devraient également discuter d'une stratégie énergétique nationale, dirigée par l'Alberta, qui permettrait de former une approche commune pour exploiter et mettre en marché de façon durable les ressources énergétiques.

Les premiers ministres de l'Ouest appuient déjà la vision de la chef du gouvernement albertain Alison Redford. Plusieurs leaders ont par ailleurs fait publiquement savoir que leurs intérêts provinciaux divergents et leurs ressources énergétiques variées n'empêcheraient pas la formation d'un front uni, un sentiment soutenu la semaine dernière par un comité sénatorial à majorité conservatrice qui a recommandé une approche pancanadienne de la question énergétique.

La Presse canadienne

## La CAQ limoge un candidat

Qu'il ait accusé les souverainistes de racisme n'a pas plu au parti

Le candidat de la Coalition avenir Québec (CAQ) dans Chomedey, Kamal G. Lutfi, a été limogé pour avoir traité les souverainistes de racistes sur Twitter.

Le chef de la CAQ, François Legault, a rendu sa décision publique hier matin, faisant valoir que les propos de M. Lutfi étaient contraires aux valeurs et aux orientations politiques de son parti.

« Ce qu'on souhaite, c'est de rassembler les Québécois, qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes, en autant qu'ils acceptent de mettre la question constitutionnelle de côté pour une dizaine d'années, rappelle-t-il. Ce qu'on souhaite, c'est d'être capables d'appuyer un plan pour relancer le Québec, donc il ne faut pas commencer à critiquer les uns et les autres et tenir des propos comme ceux qui ont été tenus par M. Lutfi. »

Sur son compte Twitter, samedi soir, Kamal G. Lutfi a accusé les souverainistes de vouloir « abolir le multiculturalisme » et d'être indifférents, voire haineux, envers les autres cultures.

Dans une tiraille d'environ 35 gazouillis remplis de fautes d'orthographe, l'homme de 55 ans relate également avoir vécu des épisodes de racisme alors qu'il travaillait pour le Mouvement Desjardins en 2010 et 2011.

« [...] j'ai travaillé chez Desjardins et pour la première fois de ma vie je me sentais NOIR = racisme des séparatistes (sic) », écrit-il.

La CAQ devra maintenant se trouver un nouveau candidat dans la circonscription de Chomedey, à Laval. Sans vouloir s'avancer sur l'identité de celui-ci, François Legault a réitéré que son parti sera représenté dans l'ensemble des 125 comtés qui composent le territoire électoral québécois et que tous les candidats seront connus d'ici le déclenchement des élections générales.

La Presse canadienne a tenté en vain de contacter M. Lutfi.

La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

François Legault a rejeté les propos de son candidat dans Chomedey, Kamal G. Lutfi.

## Obama vient exprimer sa compassion aux proches des victimes d'Aurora

Le président Barack Obama a fait part hier de son émotion et de la solidarité des États-Unis aux habitants d'Aurora, en se déplaçant dans cette ville du Colorado trois jours après la fusillade qui y a fait 12 morts et 58 blessés.

M. Obama, visiblement très ému après plus de deux heures passées dans l'hôpital universitaire d'Aurora, une banlieue de Denver, a dit avoir « eu la chance de rencontrer chacune des familles » des tués et avoir « pleuré avec elles ».

« Je leur ai dit que les mots sont toujours trop faibles [...], mais que ma mission principale était de représenter le pays tout entier et de leur dire que nous pensions à eux », a-t-il ajouté.

Le président, qui a aussi rendu visite à des blessés en soins intensifs, a évoqué « ces jeunes qui, il y a deux jours, n'étaient pas certains de s'en sortir, et maintenant leurs yeux sont ouverts, ils parlent, et cela vous rappelle que même dans les jours les plus sombres, la vie continue ».

Outre les 12 tués, 58 personnes ont été blessées. Arrêté, le suspect, James Holmes, 24 ans, doit comparaître devant la justice lundi.

Le président a aussi insisté sur la nécessité de parler des victimes, et non du tueur présumé qui a ouvert le feu dans la nuit de jeudi à vendredi dans une salle de cinéma d'Aurora, bondée lors d'une séance nocturne du dernier *Batman*.

« Bien que l'auteur de cet acte maléfique ait reçu beaucoup d'attention ces deux derniers jours, cette attention va disparaître, et en fin de compte, après qu'il aura ressenti la pleine puissance de notre système judiciaire, ce dont on se souviendra, ce sont les gens qui ont été touchés par cette tragédie », a promis le président.

Sans directement évoquer la question du contrôle de la circulation des armes aux États-Unis, où la Constitution garantit le droit de s'armer, M. Obama, en conclusion, a dit aussi espérer que « dans les prochains jours, les prochaines semaines et les prochains mois, nous réfléchirons tous à ce que nous pouvons faire face à la violence insensée dont ce pays souffre ».

### Sept victimes hospitalisées

La plupart des 12 morts étaient âgés d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années, la plus âgée ayant 51 ans et la plus jeune, six.

La police a affirmé à plusieurs reprises que le tueur présumé semblait avoir préparé la fusillade depuis plusieurs mois. Le chef de la police d'Aurora, Dan Oates, a déclaré que M. Holmes



DON EMMERT AGENCE FRANCE-PRESSE

Un homme se recueille devant le monument commémoratif improvisé érigé près du cinéma où a eu lieu la tuerie, à Aurora.

avait reçu chez lui un grand nombre de colis ces quatre derniers mois.

« Nous pensons également que cela va nous permettre de mieux comprendre la présence du matériel qu'il avait dans son appartement, a-t-il poursuivi. Ce que nous voyons là est, à mon sens, la preuve qu'il y a eu préméditation et réflexion de sa part. »

La police a également annoncé avoir entièrement déminé à l'aide d'un robot l'appartement piégé à l'explosif par l'auteur présumé. Les artificiers ont pris soin de conserver ces différentes pièces à conviction dans la perspective du procès de Holmes, qui sera déferé à la justice lundi à 8h30.

L'ordinateur du suspect a également été retrouvé, et M. Oates a émis hier l'espoir de voir son examen de « fond en comble » déboucher sur une meilleure compréhension des mobiles de cet étudiant en neurologie de l'Université du

Colorado, présenté comme un solitaire.

Selon Bob Snyder, chirurgien du centre médical d'Aurora, sept patients sont encore à l'hôpital, dont quatre en soins intensifs. De nombreux blessés vont souffrir de séquelles à long terme.

### La campagne électorale reprend

M. Obama avait suspendu de facto sa campagne en vue de la présidentielle du 6 novembre après le drame. Son adversaire républicain, Mitt Romney, avait fait de même.

Mais la campagne électorale devrait reprendre ses droits aujourd'hui. M. Obama a quitté hier en début de soirée la région de Denver pour celle de San Francisco. Il entamera comme prévu aujourd'hui une tournée de trois jours qui le mènera aussi notamment à Seattle et en Louisiane.

Agence France-Presse

## Une statue de Papineau érigée à Saint-Denis-sur-Richelieu

Une première pelletée de terre marquera aujourd'hui le début des travaux visant à ériger un monument à l'effigie de Louis-Joseph Papineau à Saint-Denis-sur-Richelieu, en Montérégie. Afin de mener à bien son projet, le Comité du mémorial Louis-Joseph Papineau s'est fixé l'objectif de recueillir 100 000 \$ auprès de différents donateurs. Son président, Benoît Roy, assure avoir amassé plus de la moitié de cette somme jusqu'à maintenant. L'érection de ce monument vise à commémorer le 175<sup>e</sup> anniversaire de la rébellion des patriotes de 1837-1838.

La Presse canadienne

## Vers une année record dans la construction

Alors que débutent les vacances de la construction, la Commission de la construction du Québec (CCQ) confirme que l'activité de l'industrie maintient la croissance anticipée en 2012 et pourrait battre un record de tous les temps. Selon la CCQ, le volume de travail s'élèvera à au moins 159 millions d'heures d'ici la fin de l'année, soit 2% de plus qu'en 2011. L'an dernier, le volume de travail de 156 millions d'heures avait dépassé de peu le record établi en 1975, alors que les chantiers de la baie James et du Parc olympique étaient en cours. À l'exception du résidentiel, les autres grands secteurs que sont l'industriel, le commercial et l'institutionnel, ainsi que le génie civil et la voirie seront en croissance cette année. La grande majorité des régions du Québec verront leur volume de travail augmenter. Ce sont la Côte-Nord et le Saguenay-Lac-Saint-Jean qui devraient connaître les taux de croissance les plus importants. Les investissements dans le secteur de la construction s'élèveront à 50 milliards, soit 6% de plus qu'en 2011.

La Presse canadienne

## ACTUALITÉS

## Fukushima : un sous-traitant est sous enquête

Les autorités japonaises ont ouvert une enquête sur un sous-traitant intervenu à la centrale nucléaire accidentée de Fukushima (nord-est) : l'entreprise, Build-Up, est soupçonnée d'avoir poussé ses ouvriers à minimiser le taux de radiations reçues, afin de travailler plus longtemps sur le site hautement radioactif.

L'enquête a été ouverte au cours du week-end, ont déclaré hier des responsables du ministère du Travail, et fait suite à des révélations de la presse.

Le président de l'entreprise incriminée, Takashi Wada, a reconnu ce week-end l'existence de falsifications. Un chef de chantier, a-t-il affirmé, en a eu l'idée quand le système d'alarme de son dosimètre, l'instrument mesurant les doses reçues de rayonnements ionisants, s'est déclen-

ché au cours d'une brève visite sur le site. « Nous n'aurions dû jamais faire ça », a reconnu Takashi Wada, dans un entretien à la chaîne TBS samedi.

D'après la presse japonaise, un responsable de l'entreprise a demandé fin 2011 à neuf de ses ouvriers de recouvrir de plomb, métal bloquant les radiations, leurs dosimètres afin de ne pas dépasser le cumul autorisé et continuer à travailler sur place. Le niveau maximum légal est de 50 millisieverts en un an, et 100 millisieverts en cinq ans.

Le tsunami du 11 mars 2011 a entraîné une panne des systèmes de refroidissement et la fusion des barres de combustibles dans trois réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi (Fukushima 1), exploitée par la Tokyo Electric Power Co.

Associated Press



AGENCE FRANCE-PRESSE

## Les intempéries font 37 morts à Pékin

Le bilan des pluies torrentielles les plus graves que Pékin ait connues en 61 ans a atteint 37 morts dimanche, a annoncé l'agence officielle Chine nouvelle. L'agence a précisé que de nouvelles victimes des

pluies qui sont tombées sans interruption depuis samedi sur la capitale chinoise, provoquant l'évacuation de plus de 30 000 personnes, avaient été découvertes dans l'intervalle. La météo prévoyait aussi de nouvelles pluies sur le nord-est et le sud-ouest de la Chine, où une dizaine de personnes ont trouvé la mort depuis vendredi en raison des intempéries.

Agence France-Presse

## Défi Climat : baisse de participation

La campagne de mobilisation Défi Climat a enregistré moins d'adhérents pour sa cinquième présentation. Moins de 20 000 personnes se sont inscrites entre le 1<sup>er</sup> mai et le 8 juin, contre plus de 52 000 personnes l'an dernier. Selon le porte-parole de l'événement, Steven Guilbeault, cette baisse de participation est surtout attribuable aux grèves étudiantes, les cégeps et les universités étant d'ordinaire de précieux partenaires. Le Défi Climat, qui se

déroule principalement en milieu de travail et d'études, invite chaque année les citoyens à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en s'engageant à modifier leurs habitudes de vie et de déplacement. Les organisateurs estiment qu'environ 400 000 Québécois ont été sensibilisés à l'enjeu des changements climatiques à travers la province depuis les tout débuts de la campagne, il y a cinq ans. Au prorata de la population, c'est Laval qui a dominé cette année le classement des régions au chapitre du taux de participation.

La Presse canadienne

## La méduse artificielle pave la voie au stimulateur cardiaque fait de matériaux biologiques

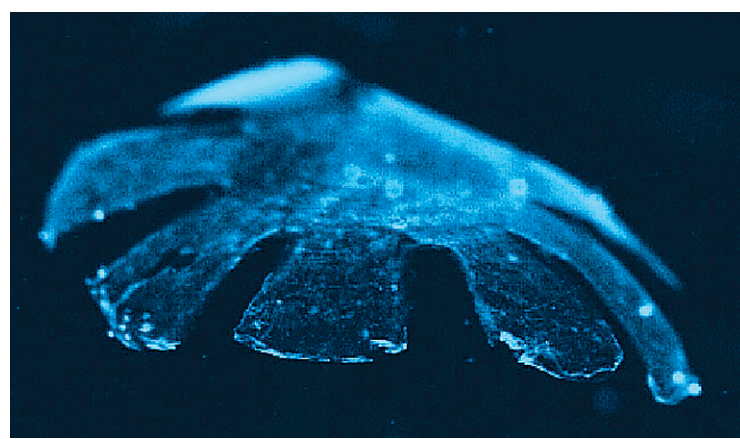
Une poignée de silicone, quelques cellules de cœur de rat et une bonne dose d'ingéniosité : il n'en a pas fallu davantage à des chercheurs américains pour fabriquer un mini-robot organique reproduisant la nage de la méduse.

Pour ces scientifiques spécialisés dans l'ingénierie du vivant, principalement à des fins médicales, la méduse paraissait le sujet d'étude idéal. L'invertébré utilise en effet une technique de natation éminemment simple : une alternance de deux mouvements de l'ombrelle qui propulse l'animal par bonds successifs, très proche des battements d'un cœur humain.

« En 2007, je me suis dit que nous étions peut-être passés à côté de quelque chose en cherchant à comprendre les lois fondamentales des pompes musculaires », raconte Kevin Parker, de l'Université Harvard.

« J'ai commencé à m'intéresser aux organismes marins qui pompent pour survivre. Puis j'ai vu une méduse dans un aquarium et j'ai tout de suite remarqué les similitudes et les différences entre le pompage d'une méduse et celui d'un cœur humain », ajoute-t-il.

Pour fabriquer le corps de leur « médusoïde », les chercheurs ont opté pour une fine membrane de silicone aux propriétés proches de la gelée



AGENCE FRANCE-PRESSE

Des chercheurs américains ont fabriqué un mini-robot organique reproduisant la nage de la méduse

composant la méduse et dotée de huit bras imitant les appendices de l'animal.

Ils ont ensuite imprimé sur cette membrane de 9 mm de diamètre une structure de protéines reproduisant l'architecture musculaire de leur modèle, où ils ont cultivé et organisé des cellules musculaires cardiaques de rat.

Ces cellules cardiaques ont la particularité de conserver leur capacité à se contracter et de pouvoir ainsi produire des mouvements natatoires contrôlés.

C'est exactement ce qui s'est passé lorsque les chercheurs ont plongé leur création dans un fluide conducteur d'électricité et

qu'ils y ont fait passer un courant oscillant entre 0 et 5 volts : comme un cœur réanimé, le médusoïde a nagé, produisant des contractions synchronisées similaires à celles d'une méduse.

Le robot organique avait même en réalité commencé à se contracter légèrement avant de recevoir les stimulations électriques, notent les scientifiques, qui publient leur invention dans la revue britannique *Nature Biotechnology*.

« J'ai été surpris du peu de composants nécessaires pour reproduire le comportement de nage qu'on retrouve chez la méduse biologique », déclare John Dabiri, professeur de bioingé-

nier à l'Institut de technologie de Californie.

« Je suis agréablement surpris que nous ayons pu nous approcher des performances biologiques naturelles, mais aussi du fait que nous allions probablement améliorer ces performances », assure-t-il.

Selon les chercheurs, la méthode utilisée pour fabriquer ce médusoïde pourrait être reprise pour bâtir des organes musculaires humains. En recueillant des cellules de muscle cardiaque d'un organisme et en les réorganisant artificiellement, il serait ainsi possible de construire un stimulateur cardiaque entièrement constitué de matériaux biologiques, estiment-ils.

Les créateurs du médusoïde planchent actuellement sur un système autonome capable de se mouvoir et de détecter des signaux par ses propres moyens, à l'instar du cœur humain.

Ils aimeraient également perfectionner leur création pour lui permettre de nager de manière autonome et de trouver sa propre nourriture.

La voie serait alors ouverte pour fabriquer des systèmes capables de vivre dans le corps humain durant des années sans avoir à se soucier d'en changer les batteries.

Agence France-Presse

## Les troubles de l'alimentation frappent de plus en plus de femmes enceintes

LINDA NGUYEN à Toronto

Lorsque Tina St. John était enceinte de son premier enfant, les médecins ont dit être surpris qu'une femme mesurant 1 m 57 et pesant 36 kg puisse concevoir un enfant si facilement.

M<sup>me</sup> St. John, âgée de 42 ans, confie que pendant sa grossesse, elle était constamment déchirée entre sa bataille avec l'anorexie, une maladie dont elle souffrait depuis le début de son adolescence, et son désir d'être une mère en santé pour son enfant.

« Lorsque vous souffrez d'une maladie chronique, votre sens des réalités sur ces questions est quelque peu tordu », a dit M<sup>me</sup> St. John, maintenant mère de quatre enfants installée à Ottawa.

Les experts affirment qu'il

est difficile de déterminer à quel point les maladies alimentaires comme l'anorexie et la boulimie sont fréquentes chez les femmes enceintes, principalement parce que ce genre de statistiques est rarement recueilli en raison de la protection de la vie privée.

Selon un sondage de Santé Canada couvrant la période de 2007 à 2009, 0,6 % des Canadiennes âgées de 6 à 79 ans ont dit souffrir d'au moins un trouble de l'alimentation.

En 2009-2010, on a dénombré 5282 hospitalisations liées à des troubles alimentaires. Plus de 90 % des patients étaient des femmes.

Certains experts estiment que les images corporelles irréalistes colportées dans les médias et la culture des célébrités ont poussé plus de

femmes à tenter de demeurer minces lors de leur grossesse, pour pouvoir se débarrasser de leur poids supplémentaire tout de suite après leur accouchement.

Le Dr Blake Woodside, directeur du plus important programme de traitement des problèmes d'alimentation du pays à l'Hôpital général de Toronto, mentionne que les cas de troubles de l'alimentation chez les femmes enceintes — souvent décrites comme une anorexie de la grossesse — étaient naguère rares.

Mais notre société, dit-il, est devenue « effrayée par le gras et discriminatoire envers les gros », même lorsqu'il est question de futures mamans.

« Lorsque j'ai commencé dans le domaine, il y a près de 30 ans,

une femme enceinte anorexique était traitée comme toutes les autres, a-t-il dit. Désormais, elles sont immédiatement assignées à une unité de grossesse à haut risque, même si leur état n'est pas grave. »

La littérature officielle indique qu'une femme enceinte devrait gagner de sept à 18 kg pendant ses neuf mois de grossesse. La quantité de poids gagné varie avec la taille de la mère avant la grossesse et si celle-ci est enceinte d'un seul enfant, de jumeaux ou d'un plus grand nombre de fœtus.

Les médecins affirment que les femmes affamées sont plus à risque de développer plusieurs problèmes de santé ; il en est de même pour leurs enfants.

La Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

**LES PETITES ANNONCES**

**DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **514-985-3322**  
Télécopieur: **514-985-3340**

petitesannonces@ledevoir.com  
Conditions de paiement : cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

## 120 LAURENTIDES

**BORD DE L'EAU**  
Je peux vous aider à trouver la propriété qui vous convient.  
C'est le temps d'acheter !  
H. Hatin 1-888-686-9116  
www.chaletdubord.com

## 134 FERMES, FERMETTES, TERRES

**TERRE LAC MEGANTIC (40 ARPENTS)**  
Champs pour différentes cultures, boisé, maison, garage, grange. Investissement pour le présent et le futur.  
819-348-4092

## 160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

2 1/2 - 3 1/2 - 4 1/2 - 5 1/2  
485\$ à 875\$ PLATEAU - HOMA  
www.locationduplateau.com  
Libres 514 598-5872

## AHUNTSIC - 6 1/2

R. de c. rénové, 3 c.c.  
Près métro, bus, train de banlieue, piste cyclable. Arbres, tranquillité.  
Cour. Libre. 1 150\$  
514 337-3800 514 717-1926

NDG - Spacieux 3 et 4 1/2  
805\$ - 1045\$ chauffés, électros.  
Pl. bois, vue parc, ensolleillé, poss.  
garage, balcon. 514 684-5993

## 160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

**DISCRIMINATION INTERDITE**  
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

**FACE AU PARC MOLSON**  
4 1/2 c.c. Très bien entretenu, boiseries, vitraux, les entrées, rangement. Libre. 856\$.  
514-377-3745 / 450-467-1812

## OUTREMONT 4 1/2 semi-meublé

3ème, asc. Vue magnifique sur Mt-Royal, près métro et Stanislas.  
1355\$ 514 743-4819 514 279-0744

**HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER**  
PARIS VII - XV Champ-de-Mars  
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08  
Tt équipé, très ensolleillé. Sur jardin  
Semimois 514 272-1803

**I • N • D • E • X**  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 - 150 Achat-vente-échange  
160 - 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 - 250 Achat-vente-échange  
251 - 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES  
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI  
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES  
600 • 699 VÉHICULES

## 170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

**PROVENCE**  
Maison de village dans quartier médiéval de Nyons. 2 c.c., 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensolleillée. Internet. Disponibilités : Août et septembre  
Photos : http://bit.ly/KaALIY 500\$/sem. 819 658-1218

## 176 CHALETS À LOUER

## BORD DU FLEUVE L'ISLET-SUR-MER

Condos de villégiature. Location à la semaine.  
**1 888 845-8586**  
**514 522-6229**  
oieblanchesurmer.com

## Bord du fleuve / Berthier-sur-mer

2 sem. disponibles 17 et 24 août  
chaletsentreams.com  
450 985-1174

**192 ON DEMANDE À LOUER**  
PLATEAU OU ENVIRON  
Pour la rentrée - 5 1/2 ensolleillé.  
3 c.c. Près transports. Réf.  
514 525-2369

## 301 ŒUVRES D'ART

**ART CONTEMPORAIN**  
Michel Baucage: 4 œuvres, technique carborundum, 37 cm x 37 cm chacune.  
Titre: nyc.suite, Montréal 1997, tirage 5/20.  
Encadrements musée, moulures italiennes.  
Chaque œuvre encadrée: 70 cm x 70 cm.  
Certificats d'authenticité. Les 4 œuvres: 2400 \$.  
Photos disponibles par courriel. 450 677-8046  
precourtgagne@sympatico.ca

## 303 ANTIQUITÉS

**ACHÈTERAIS MEUBLES**, lampes, objets de style Scandinave, teck, design, moderne, années 60-70-80. Visite à la maison.  
Jean 514 234-6074, jgcy@hotmail.com

## 307 LIVRES ET DISQUES

\*Librairie Bonheur d'Occasion\*  
achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2412  
4487 de la Roche/Mt-Royal

## 307 LIVRES ET DISQUES

bouquinerieduplateau.com  
Achetons à domicile. Collection de qualité : livres/BD/CD/DVD/33 trs.  
799 est, Mont-Royal 514 523-5628

## 309 COLLECTIONS

**TIMBRES ACHÈTE**  
Collection ou Accumulation.  
514 775-8036

## 515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

**VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?**  
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables.  
10 ans d'exp. Service à domicile.  
514 573-7039 Julien

## 695 AUTOMOBILES

**2001 COROLLA CE**  
4 portes. Certifiée par FIAQ. 240 000km Condition A-1.  
3 750\$ 819 205-9273

**SATURN - VUE 2006**  
4 cylindres, 4 pneus d'hiver sur roues. 74 000 km. Air climatisé. Démarrreur. 6 500 \$  
514-519-4314 ou 450-314-2307

**WESTFALIA 1989**  
Très bonne condition. Conduite manuelle.  
Jamais sorti l'hiver. 12 000\$ négo.  
514 277-2856

*Votre don change le monde!*

**Oxfam Québec**  
514.937.1614  
1.877.937.1614  
www.oxfam.qc.ca

## 598 SERVICES DIVERS

**MAGOG**  
Pour vos réunions d'affaires, réceptions de tout genre, 4 salles privées, menu du terroir.  
**www.auxjardinschampetres.com**

## 695 AUTOMOBILES

Dans le cadre de l'exposition du **Granby international des voitures anciennes**, qui se tiendra les 28 et 29 juillet 2012, au parc Daniel Johnson à Granby. Un encan de véhicules de 1992 et moins aura lieu le samedi 28 juillet à compter de 10h. Bienvenue aux vendeurs et acheteurs ! Pour inscrire un véhicule :  
**450 659-6209 450 372-2760 450 531-2286**

## 700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

**700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES**



**Soulignez les heureux événements de la vie**  
Anniversaires, mariages, naissances, félicitations, etc.

514 985-3322 ou petitesannonces@ledevoir.com

## Don in memoriam

En souvenir d'un être cher  
**1 877 336-4443**  
www.fqc.qc.ca

## 598 SERVICES DIVERS

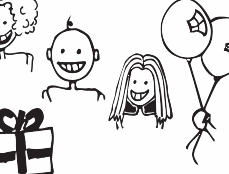
**MAGOG**  
Pour vos réunions d'affaires, réceptions de tout genre, 4 salles privées, menu du terroir.  
**www.auxjardinschampetres.com**

## 695 AUTOMOBILES

Dans le cadre de l'exposition du **Granby international des voitures anciennes**, qui se tiendra les 28 et 29 juillet 2012, au parc Daniel Johnson à Granby. Un encan de véhicules de 1992 et moins aura lieu le samedi 28 juillet à compter de 10h. Bienvenue aux vendeurs et acheteurs ! Pour inscrire un véhicule :  
**450 659-6209 450 372-2760 450 531-2286**

## 700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

**700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES**



**Soulignez les heureux événements de la vie**  
Anniversaires, mariages, naissances, félicitations, etc.

514 985-3322 ou petitesannonces@ledevoir.com

## Don in memoriam

En souvenir d'un être cher  
**1 877 336-4443**  
www.fqc.qc.ca

Contactez **LE MÉMORIEL** pour publier un ou des :

AVIS DE DÉCÈS FAIRE-PART  
REMERCIEMENTS  
CONDOLÉANCES  
ANNIVERSAIRES  
HOMMAGE  
IN MEMORIAM

Téléphone : 514 525-1149  
necrologie@lememorial.com

**NOTRE ADRESSE :**  
107 - 1855 du Havre,  
Montréal H2K 2X4

**LOGEMENT À LOUER**

PROMOTION 24 JOURS

**9\$\*** /JOUR

petitesannonces@ledevoir.com  
514 985-3322 ou 1 800 363-0305  
\* Certaines conditions s'appliquent.

# Économisez haut la main !

Osez l'attraction la plus excitante de l'été : le super solde de Porter. Jusqu'à 50 % de rabais sur le tarif de base de tous les vols. Profitez de ces rabais qui décoiffent. Réservez vite avec le code **MANEGE**

# JUSQU'À 50% DE RABAIS

Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 27 juillet. Voyagez d'ici le 14 décembre 2012. Mentionnez le code **MANEGE**  
Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.\* Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs à partir de :

|  |   |   |   |  |  |  |  |   |
|--|---|---|---|--|--|--|--|---|
| HALIFAX<br>2 par jour<br><b>194 \$</b><br>Taxes et frais compris | TORONTO<br>17 par jour<br><b>121 \$</b><br>Taxes et frais compris                   | SAULT STE. MARIE<br><b>167 \$</b><br>Taxes et frais compris | ST. JOHN'S<br><b>236 \$</b><br>Taxes et frais compris           | SUDBURY<br><b>167 \$</b><br>Taxes et frais compris | THUNDER BAY<br><b>166 \$</b><br>Taxes et frais compris | TIMMINS<br><b>167 \$</b><br>Taxes et frais compris | WINDSOR<br><b>174 \$</b><br>Taxes et frais compris | BOSTON<br><b>183 \$</b><br>Taxes et frais compris |
| CHICAGO<br><b>183 \$</b><br>Taxes et frais compris               | MYRTLE BEACH<br>À partir du 13 septembre<br><b>365 \$</b><br>Taxes et frais compris | NEW YORK<br><b>167 \$</b><br>Taxes et frais compris         | WASHINGTON<br>Dulles<br><b>183 \$</b><br>Taxes et frais compris |  |  |  |  |   |

**PRIX  
TOUT  
COMPRIS**

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

[flyporter.com](http://flyporter.com)

\*Réservez d'ici 23 h 59 le 27 juillet 2012. Voyagez d'ici le 14 décembre 2012. Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur [flyporter.com](http://flyporter.com). Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Porter peut exiger un achat à l'avance dans certains marchés. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

# ÉDITORIAL

## CRISE DE L'EURO

### Rêve en berne

L'éclatement possible de la monnaie unique, l'euro, s'entend, vient de s'inscrire avec fracas, si l'on peut dire, dans le débat dont l'euro fait l'objet depuis maintenant plus de deux ans. En effet, une avalanche de faits récents a réduit en miettes ce qui jusqu'alors était tabou.



**A**u cours des quinze derniers jours, on a assisté à l'éclatement de deux phénomènes financiers totalement contradictoires. En Espagne et en Italie, les taux afférents aux bons du Trésor de ces pays n'ont pas cessé d'augmenter. Dans le cas espagnol, il faut le souligner dix fois plutôt qu'une, le taux en question a excédé les 7 %, soit le seuil de l'insoutenable. Simultanément, en Allemagne et en France, les taux ont reculé au point d'être négatifs. De prime abord, on pourrait croire que cette retraite du loyer de l'argent en dessous du 0 % est une bonne nouvelle. Ce n'est pas du tout le cas, vraiment pas.

Ce recul met en relief comme jamais depuis le printemps 2010 combien la course actuelle à la sécurité est aussi intense que précipitée. Surtout, il met en lumière combien la méfiance à l'endroit de l'Espagne et de l'Italie est élevée. Il dévoile enfin combien l'euro est devenu l'objet d'une profonde défiance aux États-Unis, au Japon et au sein des pays émergents. La publication récente d'une batterie de chiffres et d'études est à cet égard pleine d'enseignements passablement déprimants.

Un, les investisseurs étrangers, les plus fortunés des Espagnols et les fonds espagnols ont retiré 200 milliards d'euros des caisses espagnoles pour mieux les disperser, dans un premier temps, en Allemagne, en Finlande, aux Pays-Bas et en France. Signe de l'accélération et de l'ampleur de cette exportation de capitaux, en mars seulement, 66 milliards ont pris la direction de l'étranger. En Italie, le total a atteint 160 milliards d'euros ou 10 % (!) du PIB. En Grèce, la fuite a été de 160 milliards, mais sur une plus longue période.

Depuis peu, un deuxième mouvement se poursuit. Après avoir observé la concentration de ces actifs dans des pays de l'Europe du Nord et en France, voilà que ceux-ci prennent la direction de la zone dollar et du Japon, mais dans des proportions moindres. À titre d'exemple, PIMCO, l'un des plus importants fonds obligataires de la planète, a entrepris la conversion des titres libellés en euros en titres nord-américains. Autre exemple de cette défiance, Citigroup a décidé de mettre un terme à toute activité de détail en Europe afin de ne pas subir les contrecoups d'un possible éclatement de la monnaie unique.

Dans une entrevue accordée à *Wall Street Journal*, le président de la Réserve fédérale de Saint-Louis James Bullard a résumé comme suit la situation : « *L'une des choses qui me préoccupent le plus, actuellement, c'est que cette crise oppose un marché qui bouge rapidement à un processus qui bouge très lentement [...]. Une désintégration de la zone euro sous la poussée des marchés est en cours.* » Quant à Stephen Gallo, stratège du Crédit Agricole, il met de côté les pueurs avec lesquelles les économistes européens traitent généralement du dossier pour mieux asséner que l'euro est « *lentement en train de se défaire [...]. Ce à quoi nous assistons maintenant, c'est au démaillage de l'ensemble du projet européen.* » Fichtre !

Cela étant, lorsqu'on a en mémoire l'opposition manifestée par les acteurs financiers influents de Wall Street et de la City contre la création de l'euro, on peut logiquement avancer que ces derniers sont en train de prendre leur revanche. En effet, on se rappellera qu'ils n'ont jamais digéré la naissance de la monnaie unique parce que, du coup, celle-ci mettait entre parenthèses les offensives spéculatives qu'ils menaient contre la peseta espagnole un jour, la lire italienne le lendemain, le franc le surlendemain, etc. Bref, l'euro les a empêchés de faire des millions comme des milliards.

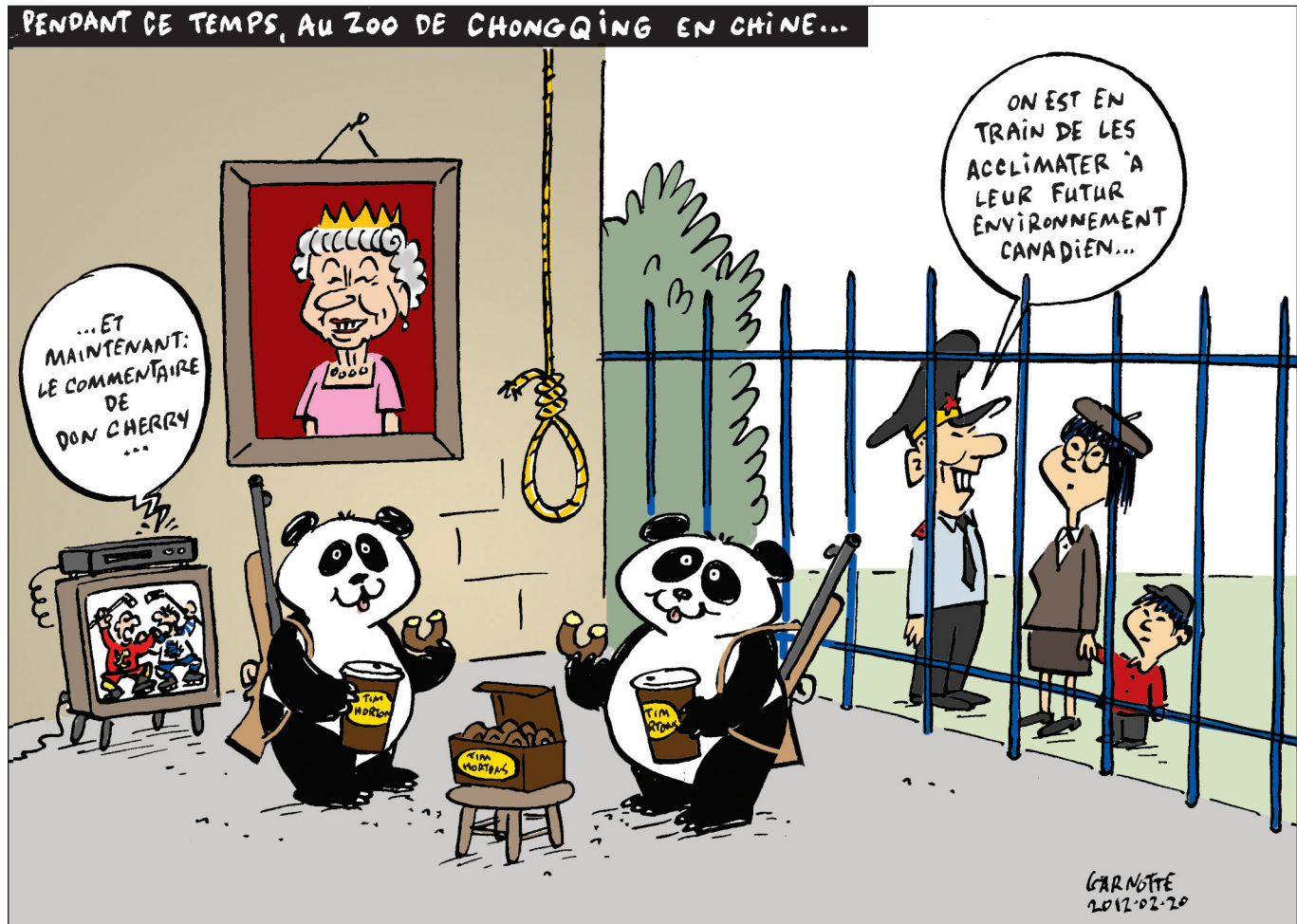
On peut également avancer une autre hypothèse. Il y a deux ans de cela, dans la foulée de la crise grecque, des économistes allemands avaient émis l'idée d'un noyau dur qui rassemblerait des nations du nord du continent et la France. Leur argument ? Il y a trop de dissonances entre, par exemple, l'économie espagnole et l'économie allemande pour justifier l'usage d'une monnaie unique.

À bien y songer, c'est à se demander si les probabilités de la mise en berne de l'euro ne sont pas désormais plus élevées que l'inverse.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



REPRISE

## LETTRES

### Denis Coderre ne viendra pas à Montréal

L'idée suggérée par certains de remplacer Gérard Tremblay par un Denis Coderre beaucoup plus populaire à la tête du parti Union Montréal aurait été une formule gagnante. Le problème est qu'une autre chefferie bien plus importante s'offre à Coderre, soit celle du Parti libéral du Canada. À égalité avec Justin Trudeau, il a beaucoup plus d'expérience et de bagages que ce dernier. Alors, que faire à Montréal ? L'ex-sénateur Michael Fortier serait-il un excellent remplacement ?

Michel Magnant  
 Montréal, le 20 juillet 2012

### En vase clos

Lorsque j'ai été à l'école, il y a de ça bien des années, on m'a appris qu'une loi s'interprète dans son ensemble afin d'en saisir l'économie ou, si vous préférez, l'esprit du législateur. Ainsi, on devait tenir compte du contexte dans lequel une loi était rédigée et adoptée. Quand les casseurs s'amusaient à briser le bien d'autrui, à ne pas respecter les injonctions, à envoyer paître les décisions de Cour, à faire outrage au tribunal, à tenir des propos séditieux, à ne pas respecter les engagements signés sous prétexte que l'un a dit ceci ou que l'autre a dit cela, à tabasser les policiers et à saccager le bien public, le législateur a, dans une société démocratique, non seulement le droit, mais l'obligation de légiférer. De

plus, toute loi, quelle qu'elle soit, restreint les droits de la personne, mais pour le bien du plus grand nombre, la Société accepte ces restrictions. Il n'y a pas que la Loi des mesures de guerre qui brime mes droits, peu importe la Charte. Ne pas brûler un feu rouge, déclarer volontairement mes revenus, payer mes impôts, ne pas me faire justice moi-même, etc., aussi. Habituellement, on ne s'attend pas à ce que le législateur nous demande pardon à l'avance, en invoquant au préalable un quelconque article 51 de la Charte qui lui permet d'agir en vertu du bien commun et de la paix publique. Une interprétation spéculative en vase clos de la part de la Commission, sans tenir compte du contexte social et du non-respect des droits de l'ensemble (ce qui lui permettait d'atténuer ses propos), vient jeter un discrédit sur la Commission qui est censée faire respecter tout autant mes droits de simple citoyen non manifestant que ceux d'un groupe sans foi ni loi qui ne respecte aucune loi et se glorifie dans la désobéissance sociale. La Commission dit qu'ils ont raison ? J'en perds la raison ! Il faut croire que je suis passé date.

Antoine L. Normand  
 Gatineau, le 20 juillet

### Une paix des civilisations encombrante ? Essayez donc à la guerre sans fin.

Pendant qu'ils profitent de l'été pour annoncer les destructions les unes après les

autres à l'intérieur du pays, les conservateurs se collent au militarisme étasunien à l'extérieur en prospectant pour acheter des F-35 et en préparant l'opinion à une autre agression de l'OTAN, en Syrie, cette fois.

Plutôt que de tenter des règlements durables par la paix, la diplomatie et la coopération internationale, ils choisissent de laisser pourrir les conflits et il ne reste finalement plus comme solution que de les approfondir encore davantage par la guerre. On passe les dégâts humains et matériels au compte des profits et pertes, et le tour est joué.

Il est facile de prévoir qu'il n'y aura pas de pause dans les aspirations mondiales des peuples à l'indépendance. Alors, à quoi devons-nous nous attendre des velléités bellicistes des États-Unis ? A un bilan encore plus lourd, comme en Irak ou en Afghanistan. Et à des revendications de souveraineté de plus en plus marquées par ces pays riches en ressources, mais appauvris par les transnationales de ce monde.

La guerre ne doit donc plus faire partie de la solution des conflits, remplacée qu'elle sera, comme la Chine et la Russie l'affirment, par la coopération autour de stratégies de développement. Celles-ci fourniraient aux peuples démunis des emplois, mais surtout des solutions de rechange à l'extrême pauvreté qui alimente sans cesse l'intégrisme et le recrutement de terroristes.

Guy Roy  
 Lévis, le 19 juillet

## LIBRE OPINION

### Je persiste, je signe et je vote !

JERRY BEAUDOIN  
 Enseignant au primaire  
 et membre du Parti québécois

**L**e 1<sup>er</sup> novembre 2010, j'étais de ces 50 jeunes militants souverainistes qui sortaient en trombe pour dénoncer la stratégie de gouvernance souverainiste prônée par Pauline Marois et le Parti québécois. Je me souviens très bien des suites de cette sortie. Nous fûmes traités de tous les noms possibles et imaginables par des bonzes du parti à l'ego incroyablement démesuré.

Cette crise avait été plutôt mal gérée. Nous avons été plusieurs à réfléchir, à envisager sérieusement de quitter définitivement le parti. Certains l'ont fait, d'autres non. D'autres encore l'ont fait pendant quelque temps pour se donner l'occasion de réfléchir aux différentes options et soupeser l'importance de leurs convictions. J'en fus.

Malgré les zones de turbulence traversées, je garde un souvenir positif et inspirant de ces mois qui ont suivi mon départ du PQ en tant que militant actif. Je souhaite à tous d'avoir l'occasion un jour de se remettre en question, de prendre quelques instants pour se demander : « *Suis-je vraiment là où je devrais être ?* »

Quand on commence à s'impliquer en politique, on a l'impression d'entrer en religion. On s'accroche alors solidement une paire d'oculaires que l'on n'enlève pas très souvent. Il est parfois bon de prendre une période d'arrêt, de retirer ses lunettes et de regarder au loin. C'est

ce que je fis. Au cours de cette période, j'ai eu l'occasion de lire en profondeur les programmes des formations politiques, de suivre de près leurs propositions, de me faire une tête, comme on dit. Il y eut aussi cet historique conflit étudiant qui me permit de faire progresser ma réflexion.

Considérant mon passé revendicateur et mes récentes prises de positions tranchées, je me suis quelquefois fait demander quelles étaient mes allégeances dans le cadre de la campagne électorale à venir. Maintenant que ma réflexion est terminée, j'aimerais partager les fruits de celle-ci pour démontrer que le chemin qu'elle m'a permis de parcourir n'a rien d'un retour sur le passé. Il s'agit davantage d'une ouverture vers l'avenir. Bien humblement, je crois que cela peut permettre d'éclaircir certains de mes concitoyens qui se retrouvent encore en plein brouillard politique.

D'abord, après avoir analysé les idées proposées par les différentes formations politiques, deux constats clairs me sont apparus. Je suis un souverainiste convaincu et clairement social-démocrate. Considérant cela, le corporatisme puant du Parti libéral et l'opportunisme éclatant de la Coalition avenir Québec éliminent d'emblée la possibilité que je puisse appuyer l'un ou l'autre de ces partis. Leur appui de connivence à la loi 78 n'a fait que prouver que tant au PLQ qu'à la CAQ, c'est la chasse aux grands argentiers qui prime le bien-être du citoyen. Désolant. Décevant.

Il restait alors le Parti québécois, Québec so-

lidaire et Option nationale. Je dois l'avouer, plusieurs idées progressistes de ces deux dernières formations ont trouvé écho à mon oreille. Je suis profondément convaincu que les militants de Québec solidaire et d'Option nationale sont là pour les bonnes raisons, pour des causes nobles qui ne me laissent pas impassible. Or, malheureusement pour eux, le contexte politique actuel appelle à beaucoup de prudence et de stratégie. Oui, oui, stratégie, ce mot qui fait tant grincer des dents, mais qui est en même temps si important.

Après tout, il ne faut pas se leurrer. Actuellement, l'élection d'un gouvernement libéral demeure tout à fait possible. Un gouvernement libéral, faut-il le rappeler, c'est le matraquage de nos étudiants, c'est la vente à rabais de nos ressources naturelles, c'est les enveloppes brunes à profusion de la part d'expéditeurs douteux, c'est la résignation tranquille au sujet de la question nationale. Je ne puis donc accepter un seul instant la possibilité que ce gouvernement usé et corrompu puisse être réélu. Pour moi, cela dépasse l'entendement. Il faut donc se tourner vers l'option la plus crédible pour battre le PLQ, c'est-à-dire le Parti québécois.

J'avouerais que mon amour envers Pauline Marois n'a pas tant crû au cours des derniers mois. Je la trouve encore un peu maladroite et hautaine à certaines occasions. J'admire tout de même sa capacité à réunir une équipe solide en vue des prochaines élections. C'est sans contredit l'équipe la plus forte que le Québec aura connue ces dernières années, et ce, tous partis

confondus. L'arrivée des Duchesne, Lisée, De Courcy, qui s'ajoutent aux Hivon, Drainville, Girard, Cloutier, Ouellet, fait de cette équipe un dynamique gouvernement en devenir. C'est important, l'équipe. Après tout, est-ce que Lesage aurait pu réaliser la Révolution tranquille sans les Lévesque, Gérin-Lajoie, Lapalme et autres ? Assurément pas.

Bon, je ne suis pas encore convaincu au sujet de M<sup>me</sup> Marois, comme plusieurs autres Québécois, mais je crois que nous devons tous rester ouverts. De bonne foi, je ne demande qu'à être convaincu que j'ai eu tort, que cette femme a l'étoffe d'une chef d'État. La campagne électorale sera une occasion en or pour voir ce qu'elle a dans le ventre. Si elle gagne l'élection et réalise les engagements qu'elle a pris, elle méritera notre plus grand respect.

Bernard Landry, un homme que j'ai admiré, répétait souvent cet adage : « *La patrie avant le parti, le parti avant les individus.* » Je m'inscris donc dans cette lignée. Certains vautours pourront donc me taxer d'avoir tergiversé, d'avoir douté, d'avoir réfléchi. Sincèrement, je n'en ai rien à cirer. Plus que jamais, je suis profondément convaincu que plutôt que de revenir sur mes pas, j'ai progressé vers d'autres horizons. Mes convictions se sont raffermies.

Pour moi, avant toute considération partisane, avant toute velléité personnelle de part et d'autre, le Québec a besoin d'un gouvernement du Parti québécois au plus vite, pour sortir de ce marasme paralysant qui nous afflige depuis trop longtemps déjà.

MANIFESTE DE LA CLASSE

# Les libéraux et l'angoisse de la défaite

GABRIEL NADEAU-DUBOIS, JEANNE REYNOLDS ET CAMILLE ROBERT

Coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)

**D**epuis le lancement de notre manifeste *Nous sommes avenir* et l'annonce de notre tournée nationale de mobilisation, on a assisté à une réaction épidermique de la part de divers intervenants et intervenantes. Une avalanche de critiques, certaines ayant l'avantage d'être formulées intelligemment, d'autres relevant tout simplement de la diffamation. Dans ce contexte, il nous semble pertinent de rectifier certains faits.

## Organisation étudiante ou parti politique?

Voilà une des premières critiques qui nous est systématiquement adressée. Lors du lancement de notre manifeste le 12 juillet dernier, cela a d'ailleurs été la première réaction de nos détracteur-e-s. Une réaction compréhensible: le manifeste aborde en effet des thèmes aussi larges que la justice sociale, l'égalité hommes-femmes, l'environnement et la démocratie. De quoi se mêle-t-on, nous a-t-on alors demandé?

De nos affaires, justement. Les membres de la CLASSE sont des étudiants et des étudiantes, mais ce sont aussi des travailleurs et des travailleuses, des hommes et des femmes. Les espaces de démocratie directe qui se sont créés durant la grève devaient-ils se limiter à traiter des droits de scolarité et des prêts et bourses? Il est d'une délicate ironie de constater que ceux et celles qui nous reprochent aujourd'hui de nous éparpiller sont les mêmes qui, il y a de cela quelques mois à peine, fustigeaient le mouvement étudiant en le qualifiant de «corporatiste», lui reprochant



Lors d'une manifestation nocturne des étudiants, la 75<sup>e</sup> à Montréal, il y a deux semaines.

FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

(déjà injustement) de se mobiliser pour sauvegarder ses privilèges, sans avoir de réflexion sur la capacité de payer de l'État. Il faudrait bien se décider: qu'attend-on de la jeunesse du Québec? Qu'elle ne se lève que lorsqu'il s'agit de ses propres intérêts, ou qu'elle s'engage réellement dans un débat sur notre devenir collectif?

Nous ne nous gênons pas de prendre position sur des enjeux de société. Au contraire, nous en tirons fierté. Nous dirions même plus: cela est notre première responsabilité. Il faudrait s'inquiéter de notre génération si, après quatre mois de mobilisation et de débats, nous étions encore en train de discuter bêtement du montant de notre facture universitaire. Nous représentons une partie importante de la jeunesse du Québec,

qui s'inquiète de voir la santé et l'éducation se privatiser, la nature vendue au plus offrant, les droits des femmes plafonner et la corruption ronger notre démocratie. Nous nous inquiétons de ce que devient le Québec et il est de notre devoir de le dire haut et fort.

## Syndicalisme de combat?

La CLASSE n'est pas un groupuscule. Nous regroupons près de 100 000 membres, soit environ 70% des étudiants et étudiantes qui étaient en grève lors de l'adoption de la loi spéciale, répartis dans une soixantaine d'associations étudiantes collégiales et universitaires. La CLASSE n'est pas marginale, ni dangereuse, ni obscure: nos instances sont publiques, tout comme les documents préparatoires et procès-verbaux. Nous ne pronons pas la

violence gratuite et surtout pas l'intimidation: en tant que partisans de la démocratie directe, nous croyons au contraire que les débats (notamment au sein de nos assemblées générales) doivent se faire dans un climat le plus sain et le plus inclusif possible, afin de laisser à tous et toutes la chance de s'exprimer.

Le syndicalisme de combat, ce n'est pas l'insurrection armée. C'est une forme d'organisation démocratique, autonome, progressiste et militante, dont se réclamaient d'ailleurs les plus grands syndicalistes de notre histoire. Le plus célèbre est évidemment Michel Chartrand, qui l'expliquait à sa manière en 1978: «*Le syndicalisme, ce n'est pas une patente, une compagnie comme IBM, une compagnie internationale; c'est une façon de vivre [...]*» Le

syndicalisme combatif, c'est une démocratie syndicale réelle, une valorisation de l'implication de chaque membre et l'organisation de mobilisations massives et d'actions d'éclat afin de faire valoir nos droits face à ceux et celles dont le profit est le seul intérêt. Le syndicalisme combatif, c'est ce qui a donné aux travailleurs et aux travailleuses du Québec les meilleures conditions de travail en Amérique du Nord.

## L'angoisse de la défaite

Cet été, nous avons décidé de partir en tournée. À voir la réaction des libéraux, de leurs alliés médiatiques et des petits baronnets de région qui leur sont inféodés (nos pensées vont à Jean-Pierre Rioux, maire de Trois-Pistoles et président du PLQ dans Rivière-du-Loup), on croirait que la CLASSE est une horde de

barbares partant brûler les villages du Québec. Rassurez-vous, il n'en est rien. Mais pour le règne de cette petite clique d'affairistes, c'est peut-être pire: pour une des rares fois, nous irons directement à la rencontre des gens, sans le filtre des médias, sans la distorsion des commentateurs de mauvaise foi.

Voilà ce qui angosse les libéraux: nous avons, partout au Québec, des dizaines de milliers de militants et de militantes qui ne demandent qu'à faire la liste des scandales libéraux: Anticosti, loi 78, Plan Nord, gaz de schiste, corruption, droits de scolarité. Pour une des premières fois, peut-être, la machine libérale se sent dépassée. «*If they're shooting at you, you must be doing something right*», comme le dit l'un des personnages d'une célèbre télé-série américaine: leur réaction, dont la lettre mensongère de Karl Blackburn au Directeur général des élections est le meilleur exemple, démontre que les libéraux ont, tout simplement, peur de perdre le pouvoir.

Quoi que disent leurs communiqués officiels, les libéraux savent que le conflit étudiant aura stimulé autre chose qu'un bête réflexe de type *law and order*. Les libéraux savent également que notre mobilisation a éveillé des idées endormies, redonné vie à des projets morts: démocratie directe, justice sociale et environnementale, égalité, gratuité scolaire. Les libéraux savent que la jeunesse du printemps québécois a un avantage: elle a encore des projets, elle a encore des rêves. Nous sommes fatigués de la corruption et de la vente aux enchères du bien commun: nous avons décidé de faire autre chose.

Et c'est avec enthousiasme et ouverture d'esprit que nous partons à la rencontre des gens de partout, la tête pleine d'idées et le cœur plein d'espoir, convaincus que les rencontres que nous ferons seront tout aussi enrichissantes et formatrices pour le Québec qu'a pu l'être cette magnifique mobilisation printanière.

ÉLECTIONS

## Lettre à Gilles Duceppe

ÉLISABETH ÉMOND

Militante d'Option nationale, Montréal

**M**onsieur Duceppe, vous scandez bien haut votre indignation face à la division du vote. Eh bien, bravo, vous ne contribuez qu'à renforcer ma position.

Je suis justement lasse qu'on tienne mon vote pour acquis, comme si, peu importe ce qui se passe au Parti québécois, mon vote lui appartient. Vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur Duceppe, ce qui arrive aux partis qui tiennent leur électorat, leur population ou leurs militants pour acquis. Vous avez été chanceux, toutefois: vous pouvez toujours prétendre que vous ne l'avez pas vu venir, mais le Parti québécois n'a pas ce luxe.

Quand le PQ m'accordera le droit d'user de mon propre jugement pour décider du parti qui me rejoint le plus, alors il aura déjà franchi une belle étape de maturité politique, ou peut-être de respect de la démocratie. Pour l'instant, ce parti est le seul responsable du mécontentement, de la désillusion, du cynisme qui a habité plusieurs de ses membres, et même de ses députés. Vous ne pouvez en aucun cas nous reprocher de prendre position, de vouloir quelque chose de différent, de penser différemment, de vouloir mieux, et peut-être même de pouvoir mieux.

Ce qui m'attriste, c'est qu'aujourd'hui, le message que le Parti québécois et vous, Monsieur Duceppe, tentez de nous faire avaler, c'est que peu importe si un citoyen est mécontent d'un parti, d'un chef, d'un programme, de la démocratie d'un parti, eh bien, s'il a tou-

jours voté pour lui avant, il doit continuer de le faire. Peu importe ce qu'il pense. Ce message est défaitiste, vide, amer et sombre.

## Changer les choses

Ce qui m'apparaît paradoxal aussi dans ce discours, c'est que vous espérez qu'on ne vote pas massivement pour le PLQ encore une fois aux prochaines élections générales. Pourtant, si les citoyens qui n'aiment pas «*le parti, le chef, le programme et la démocratie de parti du PLQ*» doivent quand même voter pour le PLQ puisqu'ils l'ont toujours fait avant, le PQ n'est pas sorti du bois. Ceux qui font ça manifestent un comportement corporatiste et électoraliste qui est loin d'être reluisant pour l'image de la politique au Québec. En sommes-nous là, en 2012? Vraiment?

Je milite parce que je crois qu'on peut changer les choses, que les sociétés, comme les institutions démocratiques et plus encore les partis, doivent se renouveler, s'adapter, s'actualiser et finalement veiller à la prospérité des générations suivantes. Vous entrez en profonde contradiction avec ces principes qui m'habitent. Aujourd'hui, à quelques jours d'un déclenchement électoral, à quelques semaines d'un probable gouvernement du Parti québécois, j'ai beaucoup plus d'espoir en voyant que certains osent encore quitter les rangs du PQ par principe qu'en voyant ceux qui les rejoignent à la hâte, par intérêt personnel.

Qu'on soit fédéraliste, souverainiste, de centre, de droite ou de gauche, le principe même de la démocratie repose sur le droit des citoyens d'appuyer le parti qui représente au mieux de leur connaissance leurs intérêts. Ac-

cordez-moi un peu de respect en faisant confiance à mon jugement: le Parti québécois n'est assurément pas le parti qui représente le mieux mes intérêts et, en conséquence, il ne recueillera pas mon vote.

Le Parti québécois ne détient pas le monopole du vote souverainiste, nationaliste ou progressiste au Québec, comme il ne détient aucun vote d'aucune manière. S'il est passé maître dans l'art de contrôler son congrès, je vous certifie que le Parti québécois ne pourra jamais contrôler où nous apposerons notre X aux prochaines élections.

## Militantisme servile

Cette vieille politique, cet abrutissement populaire, cet engouement pour un militantisme servile qui remet rarement les choses en question ou en perspective, je veux en débarrasser les générations qui nous succéderont.

Moi, et tous ceux qui ont quitté vos rangs, au Bloc et au Parti québécois, dans les dernières années, nous avons décidé de nous investir ailleurs. Nous ne baissons pas les bras. C'est ce qu'on appelle une santé démocratique plutôt que de l'acharnement aveugle ou de l'attentisme inutile.

Et si j'utilise votre vocabulaire, vous comprendrez qu'aujourd'hui je vous souhaite qu'on divise tous massivement le vote et qu'aucun des vieux partis qui propagent un engourdissement social inavoué ne remporte cette élection. Le Parti québécois est incontestablement rangé dans ce camp.

Comprenez-moi bien, vous, Monsieur Duceppe, et les autres du PQ: mon vote, vous devez le mériter, il ne vous appartient pas. Il en va de même

pour le vote de tous les citoyens du Québec.

J'ai quitté vos rangs par principe, puis j'ai été quelques mois orpheline de parti. Mais, en réalisant que nous étions beaucoup trop à n'avoir plus de famille politique, il est devenu évident qu'il manquait un joueur essentiel sur la scène politique québécoise et qu'il y avait trop d'angles morts dans la vision du Parti québécois.

Aujourd'hui, je milite fièrement pour un parti où l'on fait de la politique autrement. On y cultive une politique assumée, claire, citoyenne, ambitieuse, contagieuse, renouvelée, et l'on est assurément en terrain fertile pour réaliser l'indépendance du Québec.

## Nous reprenons le flambeau

Mon vote ira avec conviction, cœur et tête à Option nationale. Si ça vous embête, essayez de faire mieux qu'eux, et nous jaserons.

Pour l'instant, faites votre deuil, nous ne sommes plus des vôtres, nous ne divisons pas le vote péquiste, parce que nous ne leur avons jamais rien dû. Si vous l'avez compris plus tôt, le Bloc québécois aurait peut-être plus que 4 députés et le Parti québécois ne serait pas en train de crier au feu et de paniquer en tirant dans tous les sens, sans trop savoir à qui il essaie de plaire et qui il est en train de sacrifier.

Le projet d'indépendance du Québec ne stagnera plus dans vos rangs, nous reprenons le flambeau. Nous faisons le pari qu'il faut parfois rebrousser chemin pour mieux repartir. Un peu comme dans la fable du lièvre et de la tortue: rendez-vous à la ligne d'arrivée! Ce jour-là, nous serons tous des frères.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; INFORMATION POLITIQUE : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisc (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; INFORMATION CULTURELLE : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; INFORMATION ÉCONOMIQUE : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; INFORMATION INTERNATIONALE : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet) ; Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétariat à la rédaction) ; Karl Retimo-Parazzelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Béherer (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjardins, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires) ; PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis ; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique) ; PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion) ; ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau

## ACTUALITÉS

## JEUX

SUITE DE LA PAGE 1

explique M. Roult. *Londres a construit des installations qui correspondent beaucoup plus à la logique urbaine occidentale et à celle de la Grande-Bretagne.*

Selon le chercheur et professeur au département d'études en loisir, culture et tourisme de l'Université du Québec à Trois-Rivières, la comparaison entre les Jeux de Pékin et de Londres démontre qu'il existe désormais deux modèles d'organisations olympiques. Pendant que les villes occidentales doivent justifier tous leurs investissements auprès de populations qui s'inquiètent du contexte économique difficile, les villes de pays « émergents dominants » d'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient ou d'Amérique du Sud sont souvent influencées par des régimes politiques dictatoriaux ou dirigistes. Ces villes n'ont donc « pas ou très peu de limites financières » et veulent « montrer à la face du monde qu'elles font partie de la hiérarchie mondiale, qu'elles sont au même niveau que des villes mondiales comme Paris, New York et Tokyo et qu'elles sont en mesure d'attirer des investisseurs majeurs à l'échelle internationale », précise M. Roult.

Le symbole par excellence de ces jeux londoniens plus modestes, c'est le Stade olympique, situé dans la banlieue est de la capitale. Pendant le passage des athlètes, il pourra accueillir jusqu'à 80 000 spectateurs, puis sa capacité d'accueil sera réduite à 25 000 sièges une fois les compétitions terminées, ce qui permettra de faciliter sa gestion postolympique. Mis à part le stade de Sydney, qui est passé en 2000 de 110 000 à 80 000 places après la tenue des Jeux, c'est la première fois qu'on prévoit abaisser à ce point la capacité d'un stade.

Les Jeux olympiques de Londres s'inspirent donc plutôt de ceux de Barcelone (1992), dont l'intégration urbaine des installations olympiques a été particulièrement réussie, et de Sydney (2000), considérés comme les premiers Jeux « verts ».

« On met de plus en plus de l'avant des candidatures qui doivent avoir des impacts positifs sur les citoyens, en régénérant par exemple des quartiers ou en construisant des installations qui vont servir à la population locale. [...] Londres a également repris la logique de Sydney avec l'implantation d'un processus de recyclage des matières, l'installation de plusieurs panneaux solaires ou l'importance accordée au transport en commun. »

Dans son dossier de mise en candidature remis au Comité international olympique (CIO) en 2005, Londres a d'ailleurs beaucoup joué la carte de l'environnement. Le Parc olympique, y écrivait-on, « créerait un grand parc naturel en zone urbaine, avec la restauration de zones humides et de cours d'eau, des couloirs naturels, des solutions environnementales concernant les ressources en eau, la gestion des déchets et de l'énergie, ainsi que des projets de construction respectant les principes du développement durable ». A première vue, cette volonté d'organiser des Jeux « verts » semble s'être concrétisée, croit M. Roult, mais attention : « Quand on détortille le discours du comité olympique ou du



Vue aérienne d'une partie des installations des Jeux de Londres, dont le Stade olympique.

comité organisateur, il faut vraiment y aller avec des pincettes. Parce que pour évaluer si les installations olympiques sont bien intégrées ou non à la ville, il faut généralement attendre 5 à 10 ans après les Jeux. »

## De nombreux défis

Mis à part le format du stade et les mesures environnementales envisagées, le comité organisateur des Jeux a opté pour plusieurs installations temporaires, moins tape-à-l'œil, mais dont le coût est potentiellement moins difficile à absorber financièrement. « En priorisant des structures temporaires pour des disciplines qui ne représentent pas un véritable attrait pour les clients sportives locales ou nationales, on se prémunit contre des ratés éventuels », explique M. Roult. Au total, sur la trentaine de sites sportifs qui seront utilisés lors des deux semaines de compétitions, 13 sont des constructions existantes et 9 sont temporaires.

## Cinq Jeux d'été emblématiques, selon Romain Roult

**1976 (Montréal) :** Modèle d'échec post-olympique par excellence

**1984 (Los Angeles) :** Premiers et derniers Jeux 100% privés

**1992 (Barcelone) :** Modèle de reconversion réussie des héritages olympiques

**2000 (Sydney) :** Premiers Jeux « verts »

**2008 (Pékin) :** Jeux de la démesure

## FRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

de l'État français. En effet, selon l'évaluation de l'ancien président du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, ce plan d'investissements n'entraînera qu'une croissance supplémentaire de 0,3% sur le continent. Pour le prix Nobel et chroniqueur du *New York Times*, Paul Krugman, ces 120 milliards d'euros reviennent ni plus ni moins à brandir « un pistolet à eau » pour se défendre contre « un rhinocéros qui charge ».

## « L'effort juste » ?

Le ministre de l'Économie Pierre Moscovici a beau récuser les termes d'« austérité » et de « rigueur » et leur préférer ce qu'il nomme « l'effort juste » ou encore « le sérieux de gauche », le défi reste le même. D'autant que, selon la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, la France pourrait perdre dans les prochains mois jusqu'à 500 000 emplois industriels. Une hécatombe symbolisée par la fermeture possible de l'usine d'Aulnay du groupe PSA Peugeot Citroën. La société pourrait devoir supprimer bientôt jusqu'à 10 000 emplois dans ses usines françaises. De nombreux critiques se sont d'ailleurs étonnés de la sévérité du gouvernement à l'égard d'une société pourtant réputée, contrairement à Renault, pour n'avoir pas délocalisé ses emplois.

Alors que François Hollande était demeuré flou en campagne sur la manière dont il allait atteindre ses objectifs de rigueur budgétaire, la période de grâce que traverse toujours le nouveau président aura permis d'en savoir un peu plus. Mais seulement un peu. La réduction des déficits passera d'abord par des hausses d'impôts de 7,2 milliards, qui s'ajoutent aux 15 milliards votés par le précédent gouvernement. Des hausses qui toucheront les plus riches, comme l'avait annoncé François Hollande en campagne, mais pas uniquement. En fait, ces hausses pèseront à parts à peu près égales sur les ménages et les entreprises. Une surtaxe ex-

ceptionnelle sur les plus riches qui paient déjà l'impôt sur la fortune (ISF) devrait rapporter à elle seule 2,3 milliards d'euros. Des taxes spéciales frappent aussi les secteurs bancaire et pétrolier ainsi que les stock-options.

Mais les plus riches ne pourront pas être les seuls à faire un effort. Surtout pas à long terme. Même s'il a bloqué la « TVA sociale », adoptée par le précédent gouvernement, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, songe à augmenter plutôt la CSG, un impôt plus progressif, et donc jugé moins injuste, qui finance déjà la protection sociale. TVA ou CSG, selon l'économiste Eric Heyer de l'Office français des conjonctures économiques (OFCE), l'objectif reste le même pour Hollande que pour Sarkozy : il s'agit de réduire les charges sociales qui pèsent lourdement sur le travail. Considérée comme plus juste, la CSG aurait aussi l'avantage de toucher tous les revenus, quelle que soit leur origine. « Je n'écarte aucune ressource [...] Toutes seront sollicitées », s'est contenté de déclarer François Hollande dans son entrevue du 14 juillet. La mesure pourrait être combinée à la grande réforme de l'impôt promise par le président et qui devrait être examinée à l'automne. Les socialistes visent à élargir l'assiette fiscale aux autres revenus que les salaires, peu taxés en France, et à supprimer les niches fiscales.

## Et les dépenses...

On sent cependant moins de précision en ce qui concerne la réduction des dépenses. Le premier ministre a déjà annoncé une révision à la baisse de leur progression plafonnée à 0,8% par an pendant le quinquennat, au lieu de 1,1% sous le précédent. Les ministères ont reçu des directives précises à ce sujet. Mais l'augmentation promise des emplois dans l'enseignement, la justice et la police obligera les autres ministères à faire plus que leur part. Plusieurs grandes réformes pourraient aussi permettre des réductions budgétaires importantes. On pense notamment au budget de l'armée, où la suppression de 54 000 postes est déjà prévue d'ici 2014. La rédaction d'un « livre blanc » en 2013 pourrait ouvrir la porte à des économies

substantielles. Même chose pour la réforme de la décentralisation, qui devrait donner lieu à d'importantes économies d'échelle entre Paris et les régions, dont le budget a connu une forte croissance dans la dernière décennie.

Reste qu'en refusant de parler ouvertement de « rigueur », le gouvernement socialiste se prépare des lendemains qui déchantent, selon l'éditorialiste Eric Boucher du quotidien économique *Les Échos*. « Quand, à l'automne, il faudra augmenter la TVA ou la CSG, comme l'a indiqué la Cour des comptes, le gouvernement va se retrouver à court d'éléments de langage », écrit-il. Ensuite, dit-il, les marchés pourraient douter de la détermination budgétaire de la France.

## Une conjoncture favorable

Contrairement à ses prédécesseurs, François Hollande semble pourtant jouir d'une opinion publique plus favorable que jamais à la rigueur budgétaire. Est-ce l'effet cumulatif des crises grecque, espagnole et italienne que connaît l'Europe depuis deux ans ? Toujours est-il que, pour une des premières fois, les Français plébiscitent largement les mesures de rigueur du gouvernement : 85% des répondants approuvent en effet le gel des dépenses de l'État sur une période de trois ans et 66% soutiennent la baisse de 2,5% des effectifs dans les ministères non prioritaires. La création d'une tranche d'imposition à 75% au-delà d'un million d'euros de revenu est aussi approuvée par 70% des Français. Étrangement, l'opinion serait même légèrement défavorable à certaines augmentations de dépenses promises durant la campagne. Ainsi, 48% des Français désapprouvent la hausse de 25% de l'allocation de rentrée scolaire cet automne.

Se pourrait-il qu'après trois décennies d'inflation budgétaire, à droite comme à gauche, la rigueur soit sur le point d'entrer dans les moeurs des contribuables français ? À droite, on soutient que François Hollande fera tout pour éviter d'imposer la rigueur nécessaire. La gauche prétend au contraire qu'elle est enfin prête à agir. Il faudra probablement attendre l'automne pour avoir l'heure juste.

Le Devoir

## CARRÉS ROUGES

SUITE DE LA PAGE 1

droits de scolarité n'était que la pointe de l'iceberg. « C'est comme en peinture, le sujet n'est qu'un prétexte, mais c'est l'ensemble de la démarche qui est importante. » Dans un esprit similaire, un étudiant en biochimie avait fabriqué 94 pancartes pour chacune des « aberrations » du Parti libéral, dénoncé sur le site *liberaux.net*, du Plan Nord à la Caisse de dépôts, en passant par le scandale de la corruption.

## Pendus

Choisissant d'abord de remonter vers le nord, les marcheurs ont défilé sous un groupe de mannequins pendus au viaduc de la rue Sherbrooke, alors qu'une banderole « Québec suicidaire » était déroulée au sol. L'action était signée par le groupe Hors-d'Œuvre, qui se définit comme une organisation de révolutionnaires critiques. « Le nœud coulant de l'électoralisme enserre déjà nos gorges [...] De « Bloquons la hausse », nous sommes passés à « Dehors les néolibéraux », et l'idée ne vient plus à personne d'y voir un danger de récupération [...] Tout est en place pour une tranquille sortie de crise électorale », pouvait-on lire sur des tracts lâchés du haut du viaduc.

La majeure partie de la marche s'est effectuée dans la partie ouest de la ville, sous un soleil de plomb. Faute de trajet prévu, la manifestation a été déclarée illégale avant même son départ. Un homme d'une trentaine d'années, soupçonné d'avoir lancé un projectile vers les policiers, a été arrêté en début d'après-midi, mais aucun autre incident n'a été déploré durant le reste de la journée.

Défilant au sein d'un petit groupe de candidats et de membres de Québec solidaire, le député Amir Khadir a expliqué se sentir à la fois en vacances, mais déjà en élections. « Mes vacances en famille prévues pour le mois d'août, en revanche, sont tombées à l'eau », a-t-il avoué. Se déclarant « attentif et ouvert » aux propositions et décisions des groupes étudiants, le député a cependant rappelé que chacun avait un rôle distinct à jouer. « Nous n'avons conclu aucune entente avec eux, mais les étudiants savent que l'origine de la hausse des droits, c'est le néolibéralisme, et que la seule alternative valable pour s'y opposer à long terme, c'est Québec solidaire. »

## Élections

Aucune des trois associations étudiantes n'a souhaité apporter son soutien à un parti en particulier. En revanche, toutes estiment avoir un rôle à jouer en matière d'information auprès des jeunes et ont entamé des tournées estivales dans ce sens. La FEUQ et la FECQ ont ciblé dix circonscriptions dans lesquelles elles s'emploient à récolter des engagements à ne pas voter pour le Parti libéral. « Nos objectifs sont de faire ressortir le vote des jeunes, mais également d'imposer les enjeux des jeunes sur la plateforme de la campagne électorale et, au final, d'avoir un gouvernement qui représente la jeunesse québécoise », a expliqué Eliane Laberge, présidente de la FECQ.

De son côté, la CLASSE a entamé une tournée de vingt villes à travers la province, avec pour objectif de défendre ses idées en matière d'éducation, mais également de féminisme ou d'écologie. « Notre grève a un objectif, faire reculer les libéraux sur la hausse des droits de scolarité, mais on se permet de soulever d'autres questions et de profiter du climat d'ébullition sociale et politique pour essayer de remettre en question la direction que prend le Québec », a expliqué M. Nadeau-Dubois.

Alors que les marcheurs progressaient vers l'ouest, le long de la rue Sainte-Catherine, de nombreux spectateurs s'étaient installés sur les trottoirs avec leurs chaises de jardin, en prévision de la traditionnelle parade des jumeaux du festival Juste pour rire. « Je suis venu voir les jumeaux, mais aussi la manifestation », a reconnu Carole Charon, une spectatrice, qui a cependant avoué ne pas avoir vu de jumeaux manifester.

Peu avant 17 heures, Gabriel Nadeau-Dubois a pris la parole, haranguant la foule du haut d'un cube rouge géant installé devant l'Université McGill. Le poing levé, il a remercié les participants, les invitant à repartir chez eux, « la tête pleine d'idées, et les tripes pleines de rage contre les libéraux ». À la suite du discours, une partie de la foule a repris sa route vers l'est, le long du boulevard René-Lévesque, avant de s'achever au alentours de 18 heures.

D'autres événements à travers le Québec, notamment à Trois-Rivières et à Québec, ont réuni plusieurs centaines de personnes.

Le Devoir

## Feu vert à une enquête sur la mort de Yasser Arafat

Des pays de la Ligue arabe, réunis hier à Doha, ont donné leur feu vert à l'idée de la mise en place d'une commission d'enquête internationale sur la mort de Yasser Arafat, a déclaré le négociateur en chef palestinien Sa'eb Erakat. L'idée a été présentée par le président palestinien Mahmoud Abbas lors d'une réunion à Doha du comité ministériel du suivi du plan de paix arabe, pour faire la lumière sur les circonstances de la mort de Yasser Arafat après les révélations par une enquête d'al-Jazeera sur la présence d'une quantité anormale de polonium, une substance radioactive hautement toxique, sur les effets personnels de l'ex-leader palestinien.

Agence France-Presse

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346  
Par télécopieur 514 985-3390